



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Établi en application du Code de la Commande Publique

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

Groupement de commandes national composé des établissements suivants :

Université de Strasbourg (UNISTRA)
Centre Européen de recherche en biologie et en médecine (CERBM)
Centre national de la recherche scientifique (CNRS) – Délégation Alsace 10
Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Paris
Délégation régionale INSERM Est
Le Mans Université
Université d'Aix Marseille
Université de Caen Normandie

Université de Clermont Auvergne
Université de Haute Alsace
Université Le Havre Normandie
Université de Limoges
Université Marie et Louis Pasteur
Université de Nantes
Université de Paris Cité
Université de Paris 4 et Paris 6 – Sorbonne Université
Université de Reims Champagne Ardenne
Université de technologie Belfort-Montbéliard

**Université de Strasbourg
Direction des Finances - Département
Achat Marchés**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre national	4
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre national	5
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	9
1.4.1 - Périmètre et contenu des marchés subséquents	9
1.4.2 - Modalités d'attribution des marchés subséquents	9
1.5 - Développement durable	10
1.7 - Renouvellement	10
2 - Pièces contractuelles	11
2.1 - Pièces contractuelles de l'accord-cadre national	11
2.2 - Pièces contractuelles des marchés subséquents	11
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	12
3.1 - Mesures de confidentialité	12
3.2 - Mesures de sécurité	12
4 - Protection des données à caractère personnel	12
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	12
4.2 - Obligations du titulaire	12
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	13
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	13
4.2.3 - Exercice des droits des personnes	13
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	14
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	14
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	14
4.2.7 - Sort des données	14
4.2.8 - Délégué à la protection des données	15
4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement	15
4.2.10 - Documentation	15
4.3 - Obligations de l'acheteur	15
4.4 - Pénalités	15
5 - Durée et délais d'exécution	16
5.1 - Durée de l'accord-cadre national	16
5.2 - Durée des marchés subséquents	16
5.3 - Délais d'exécution (livraison)	16
5.4 - Délais d'exécution (reprise des bouteilles vides)	17
5.5 Prolongation des délais	17
6 - Prix	17
6.1 - Prix de l'accord-cadre national	17
6.2 - Prix des marchés subséquents	19
7 - Garanties Financières	21
8 - Avance	21
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	22
8.2 - Garanties financières de l'avance	22
9 - Modalités de règlement des comptes	22

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	22
9.2 - Présentation des demandes de paiement	22
9.3 - Délai global de paiement	24
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	24
9.6 - Paiement des cotraitants	24
10 - Conditions d'exécution des prestations	25
10.1. Spécifications pour l'accord-cadre national et les deux lots	25
10.2. Spécifications pour les marchés subséquents locaux	28
11 - Constatation de l'exécution des prestations	28
11.1 - Vérifications.....	28
11.2 - Décision après vérification.....	29
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	29
13 - Clauses de réexamen et modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	29
13.1 - Clause de réexamen.....	29
13.2 - Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	30
14 - Garantie des prestations	31
14.1 Garanties légales	31
14.2 - Garantie contractuelle.....	31
15 - Pénalités	31
15.1 - Pénalités applicables en cours d'exécution de l'accord-cadre national	32
15.2 - Pénalités applicables pour l'exécution des prestations locales, au sein des marchés subséquents.....	33
15.3 - Plafonnement des pénalités.....	33
16 - Assurances.....	34
17 - Résiliation du contrat.....	34
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre national.....	34
17.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents.....	35
17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	35
18 - Règlement des litiges et langues.....	35
19 - Clauses complémentaires.....	36
19.1- Défaillance du titulaire	36
19.2 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail - Protection de l'environnement	36
19.3 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	36
19.4- Changements affectant le titulaire.....	37
19.5 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat	37
19.6 - Clause séparatisme	37
20 - Dérogations.....	38

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Établi en application du Code de la Commande Publique (CCP)

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet de l'accord-cadre national

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent :

La fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

Le présent accord-cadre national a pour objet la fourniture de gaz pour la recherche et services associés, pour les besoins des différents établissements, membres du groupement, à savoir :

- L'Université de Strasbourg (UNISTRA) ;
- Le Centre Européen de recherche en biologie et en médecine (CERBM) ;
- Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) – Délégation Alsace 10 ;
- Le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Paris ;
- La Délégation régionale INSERM Est ;
- Le Mans Université ;
- L'Université d'Aix Marseille ;
- L'Université de Caen Normandie ;
- L'Université de Clermont Auvergne ;
- L'Université de Haute Alsace ;
- L'Université Le Havre Normandie ;
- L'Université de Limoges ;
- L'Université Marie et Louis Pasteur ;
- Nantes Université ;
- L'Université de Paris Cité ;
- L'Université de Paris 4 et Paris 6 – Sorbonne Université ;
- L'Université de Reims Champagne Ardenne ;
- L'Université de technologie Belfort-Montbéliard.

Les exigences techniques relatives à l'exécution de ces prestations sont fixées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses documents annexes.

Lieux d'exécution : Pour chaque établissement membre du groupement, les lieux de livraison sont précisés dans le document « Récapitulatif Logistique ». Pour un seul établissement, il est susceptible d'il y avoir plusieurs lieux de livraison. A noter que les sites de livraison indiqués au sein de ce document sont les sites les plus importants. D'autres points de livraison à la marge pourront être à l'origine des commandes lors de l'exécution d'un marché subséquent.

Sur la base de ces éléments, il est demandé aux candidats d'indiquer dans leur Cadre de Réponse Technique (CRT) s'ils sont en mesure ou non de répondre aux marchés subséquents de chacun d'eux.

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

Au sein de chaque MS, la possibilité sera ouverte pour les membres du groupement de réaliser des visites de sites, obligatoires ou facultatives.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

N° du lot	Désignation du lot	Titulaires
Lot 1	Fourniture de bouteilles de gaz – grands et petits conditionnements – et services associés	2 titulaires minimum et 5 titulaires maximum
Lot 2	Fourniture de glace carbonique et services associés	2 titulaires au minimum et 3 titulaires maximum

Le contenu de chaque lot ainsi que les prestations attendues dans le cadre de chacun d'eux sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.3 - Type d'accord-cadre national

L'accord-cadre national avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Les montants maximums pour **l'accord-cadre national** pour chacune des périodes de marché sur les deux lots sont les suivants :

Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	3 500 000 €	3 500 000 €	3 500 000 €	3 500 000 €	14 000 000 €
Lot 2	235 000 €	235 000 €	235 000 €	235 000 €	940 000 €
Total	3 735 000 €	3 735 000 €	3 735 000 €	3 735 000 €	14 940 000 €

Les maximums par **établissement** pour chacune des périodes sur les deux lots sont les suivants :

Université de Strasbourg					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	270 K €	270 K €	270 K €	270 K €	1,08 K €
Lot 2	90 K €	90 K €	90 K €	90 K €	360 K €
Total	360 K €	360 K €	360 K €	360 K €	1 440 K €

Centre Européen de recherche en biologie et en médecine (CERBM)					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	36,5 K €	36,5 K €	36,5 K €	36,5 K €	146 K €
Lot 2	18,5 K €	18,5 K €	18,5 K €	18,5 K €	74 K €
Total	55 K €	55 K €	55 K €	55 K €	220 K €

Centre national de la recherche scientifique (CNRS) – Délégation Alsace 10					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

Lot 1	330 K €	330 K €	330 K €	330 K €	1 320 K €
Lot 2	30 K €	30 K €	30 K €	30 K €	120 K €
Total	360 K €	360 K €	360 K €	360 K €	1 440 K €

Délégation régionale INSERM Est					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	21,1 K €	21,1 K €	21,1 K €	21,1 K €	84,4 K €
Lot 2	2,7 K €	2,7 K €	2,7 K €	2,7 K €	10,8 K €
Total	23,8 K €	23,8 K €	23,8 K €	23,8 K €	95,2 K €

Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Paris					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	85 K €	85 K €	85 K €	85 K €	340 K €
Lot 2	-	-	-	-	
Total	85 K €	85 K €	85 K €	85 K €	340 K €

Le Mans Université					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	51 K €	51 K €	51 K €	51 K €	204 K €
Lot 2	0 €	0 €	0 €	0 €	
Total	51 K €	51 K €	51 K €	51 K €	204 K €

Université d'Aix Marseille					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	800 K € HT	800 K € HT	800 K € HT	800 K € HT	3 200 K €
Lot 2	6 K € HT	6 K € HT	6 K € HT	6 K € HT	24 K €
Total	806 K €	806 K €	806 K €	806 K €	3 224 K €

Université de Caen Normandie					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	80 K €	80 K €	80 K €	80 K €	320 K €
Lot 2	1 K €	1 K €	1 K €	1 K €	4 K €
Total	81 K €	81 K €	81 K €	81 K €	324 K €

Université de Clermont Auvergne					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	60 K €	60 K €	60 K €	60 K €	240 K €
Lot 2	2,5 K €	2,5 K €	2,5 K €	2,5 K €	10 K €
Total	62,5 K €	62,5 K €	62,5 K €	62,5 K €	250 K €

Université de Haute Alsace					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

Lot 1	60 K €	60 K €	60 K €	60 K €	240 K €
Lot 2	-	-	-	-	-
Total	60 K €	60 K €	60 K €	60 K €	240 K €

Université Le Havre Normandie					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	45 K €	45 K €	45 K €	45 K €	180 K €
Lot 2	1,5 K €	1,5 K €	1,5 K €	1,5 K €	6 K €
Total	46,5 K €	46,5 K €	46,5 K €	46,5 K €	186 K €

Université de Limoges					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	300 K €	300 K €	300 K €	300 K €	1 200 K €
Lot 2	1 K €	1 K €	1 K €	1 K €	4 K €
Total	301 K €	301 K €	301 K €	301 K €	1 204 K €

Université Marie et Louis Pasteur					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	108,6 K €	108,6 K €	108,6 K €	108,6 K €	434,4 K €
Lot 2	1 K €	1 K €	1 K €	1 K €	4 K €
Total	109,6 K €	108,7 K €	108,7 K €	108,7 K €	438,4 K €

Nantes Université					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	400 K €	400 K €	400 K €	400 K €	1 600 K €
Lot 2	6 K €	6 K €	6 K €	6 K €	24 K €
Total	406 K €	406 K €	406 K €	406 K €	1 624 K €

Université de Paris Cité					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	350 K €	350 K €	350 K €	350 K €	1 400 K €
Lot 2	50 K €	50 K €	50 K €	50 K €	200 K €
Total	400 K €	400 K €	400 K €	400 K €	1 600 K €

Université de Paris 4 et Paris 6 – Sorbonne Université					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	195 K €	195 K €	195 K €	195 K €	780 K €
Lot 2	-	-	-	-	-
Total	195 K €	195 K €	195 K €	195 K €	780 K €

Université de Reims Champagne Ardenne					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

Lot 1	100 K €	100 K €	100 K €	100 K €	400 K €
Lot 2	25 K €	25 K €	25 K €	25 K €	100 K €
Total	125 K €	125 K €	125 K €	125 K €	500 K €

Université de technologie Belfort-Montbéliard					
Lots	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Lot 1	180 K €	180 K €	180 K €	180 K €	720 K €
Lot 2	-	-	-	-	-
Total	180 K €	180 K €	180 K €	180 K €	720 K €

Les prix plafonds au niveau national seront indiqués au sein des cadres de réponse financier (CRF) de l'accord-cadre national. Ces prix seront par la suite optimisés par les candidats à chaque marché subséquent.

Pour le lot 1

Le lot 1 est conclu avec plusieurs opérateurs économiques (5 sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes, et 2 titulaires au minimum). Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents. Chaque établissement membre du groupement pourra lancer son ou ses propres marchés subséquents en remettant en concurrence les titulaires du marché :

- Soit pour ses besoins propres ;
- Soit pour un groupement local.

Les marchés subséquents seront des marchés à bons de commande avec maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Les marchés subséquents pourront être mono attributaire ou multi attributaires avec une attribution des bons de commande en cascade pour les gaz plus rares et mélanges spéciaux, sur lesquels les risques de ruptures sont élevés.

Les bons de commande, qui pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent, seront notifiés par les pouvoirs adjudicateurs au fur et à mesure de ses besoins en gaz.

Pour le lot 2

Le lot 2 est conclu avec plusieurs opérateurs économiques (3 sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes, et 2 titulaires au minimum). Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents. Chaque établissement membre du groupement pourra lancer son propre marché subséquent en remettant en concurrence les titulaires du marché :

- Soit pour ses besoins propres ;
- Soit pour un groupement local.

Les marchés subséquents seront des marchés à bons de commande avec maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Les marchés subséquents pourront être mono attributaire ou multi attributaires avec une attribution des bons de commande en cascade pour les gaz les plus spéciaux, sur lesquels les risques de ruptures sont élevés.

Les bons de commande, qui pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent, seront notifiés par les pouvoirs adjudicateurs au fur et à mesure de ses besoins en gaz.

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

1.4.1 – Périmètre et contenu des marchés subséquents

Le périmètre et le contenu des marchés subséquents seront définis dans lesdits marchés subséquents.

Les marchés subséquents pourront être attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Il sera attendu de la part des titulaires de l'accord-cadre national qui se sont engagés à couvrir les besoins du pouvoir adjudicateur à l'initiative de la consultation subséquente à déposer une offre, sous peine d'application des pénalités prévus à l'article 15.1.2 du présent CCAP.

1.4.2 – Modalités d'attribution des marchés subséquents

⇒ **Couverture géographique de l'offre des candidats**

En raison des spécificités liées à la logistique nationale de chaque fournisseur, il n'y aura pas d'obligation générale de déposer une offre pour les besoins de tous les établissements.

Le document « Récapitulatif Logistique » définit la liste des sites principaux de livraison pour chaque établissement membre du groupement. Les modalités de livraison actuelles sont à chaque fois précisées, afin que les candidats puissent en prendre connaissance et indiquer au sein de leur Cadre de Réponse Technique s'ils ont la possibilité de répondre à leurs besoins ou non.

Dans le cas où le candidat indique au sein de son Cadre de Réponse Technique qu'il a la possibilité de répondre au marché pour un établissement membre du groupement, cette réponse est un engagement. Dans cette hypothèse, le titulaire aura alors l'obligation de déposer une offre régulière, acceptable et appropriée lors la consultation subséquente, au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique

Chaque établissement membre du groupement lancera ses marchés subséquents et pourra prévoir des visites de sites obligatoires ou facultatives.

Dans l'hypothèse où le fournisseur s'est engagé dans son Cadre de Réponse Technique à répondre au besoin de l'établissement, mais qu'il ne dépose pas d'offre à sa consultation subséquente : il devra apporter une justification à son absence de réponse. En absence de justification, des pénalités pourront lui être appliquées conformément à l'article 15.1.2 du présent CCAP.

⇒ **Modalités administratives relatives aux marchés subséquents**

Le dépôt de l'offre subséquente sera effectué dans le délai et les conditions définies dans le marché subséquent. Un délai suffisant sera accordé aux titulaires en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres, sans toutefois qu'il soit inférieur à 10 jours ouvrés. Dans le cadre des consultations subséquentes, les titulaires seront invités par les pouvoirs adjudicateurs à compléter et perfectionner leur offre initiale pour le besoin défini dans ledit marché subséquent.

Les critères d'attributions des marchés subséquents :

Les pondérations des critères des MS seront définies avec précision au sein de chaque marché subséquent. Les critères 1 et 2 peuvent être sous-critérisés avec une pondération libre au niveau des marchés subséquents. Les établissements membres du Groupement national auront le choix des sous-critères, qui seront déterminés en fonction de leurs besoins propres

Pour le critère 3, les titulaires de l'accord-cadre national auront une note automatique, sur la base du classement réalisé au niveau de l'accord-cadre national. Concrètement, la note sur 100 obtenue lors de l'analyse réalisée au niveau de l'accord-cadre national sera ramenée à une note sur 10.

Lot 1 – Fourniture de bouteilles de gaz – grands et petits conditionnements – et services associés	
Critères et sous-critères	Pondération estimative applicable
Critère 1 – Prix de la fourniture de gaz	Entre 40 et 60%
Critère 2 – Qualité de la prestation	Entre 20 et 50%
Critère 3 – Qualité de la réponse de l'accord-cadre national	10%

Lot 2 – Fourniture de glace carbonique et services associés	
Critères et sous-critères	Pondération estimative applicable
Critère 1 – Prix de la fourniture de gaz	Entre 40 et 60%
Critère 2 – Qualité de la prestation	Entre 20 et 50%
Critère 3 – Qualité de la réponse à l'accord-cadre national	10%

1.5 – Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Les démarches environnementales sur lesquelles s'engage le titulaire sont définies à l'article 8 du CCTP. Il s'agit d'une démarche de plan de progrès. En cas de non-respect de ses engagements relatifs à ce plan de progrès, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités définies à l'article 15.1.3 du CCAP.

Les conditions d'exécution des prestations comportent également des éléments à caractère social. Les établissements membres du groupement pourront prévoir au sein de leurs marchés subséquents une clause sociale de formation facultative. Dès lors, il est attendu du titulaire du marché subséquent qu'il s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Éducation nationale. Cette clause sociale, facultative, est définie à l'article 9 du CCTP.

1.7 – Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Sous réserve de la reconduction du contrat, le renouvellement sera mis en œuvre dans quatre (4) ans.

2 - Pièces contractuelles

2.1 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre national

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre national sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
 - Annexe 1 : Récapitulatif Logistique
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
6. L'offre technique et financière du titulaire dudit lot comprenant :
 - Le cadre de réponse financier (CRF) pour ledit lot ;
 - Le cadre de réponse technique (CRT) pour ledit lot ;

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les locaux de l'université font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire du marché ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

2.2 – Pièces contractuelles des marchés subséquents

Les pièces contractuelles des marchés subséquents seront définies dans ledit marché. Seuls les exemplaires originaux conservés par l'administration font foi. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées dans ledit marché (ou à défaut dans l'accord-cadre).

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat. Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire de l'accord-cadre et des contrats subséquents passés sur son fondement ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une

omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter une prestation.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

3.1 – Mesures de confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Les supports (fichiers ou documents) transmis ou mis à disposition du prestataire dans le cadre de la prestation sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas ni être utilisés pour un autre usage que celui de la réalisation des prestations ni transmis à des tiers et devront être restitués à l'administration à sa demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à consulter préalablement l'administration par écrit avant toute utilisation commerciale de la signature de l'accord-cadre et de tous les pièces et éléments d'information prévus au contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

3.2 – Mesures de sécurité

Les conditions de sécurité et d'hygiène maximales que les titulaires doivent respecter sont définies à l'article 7 du CCTP.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 – Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat, à savoir :

- Nom et prénom de l'agent concerné par le traitement ;
- Ses coordonnées professionnelles (adresse postale professionnelle, courriel et numéro de téléphone).

4.2 – Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le titulaire fournira la liste des prestataires auxquels il fait appel en précisant le pays du siège social de chacun, ainsi que le pays d'hébergement des solutions techniques (serveurs, applications, etc). Il indiquera également si des clauses de sous-traitance conformes à l'article 28 du RGPD ont été signées avec ces prestataires.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@unistra.fr.

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à cert-osiris@unistra.fr et dpo@unistra.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

L'acheteur a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@unistra.fr

4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandatés, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel" ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

4.4 - Pénalités

En cas de méconnaissance de la réglementation, les pénalités prévues à l'article 15.1.5 du CCAP s'appliquent.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée de l'accord-cadre national

L'accord-cadre ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification du contrat, laquelle est prévue pour janvier 2026.

L'accord-cadre peut être reconduit trois fois, par période successive d'un an.

Sous réserve de sa reconduction, l'accord-cadre aura donc une durée de validité de quatre ans au maximum, à compter de sa notification.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du contrat.

5.2 - Durée des marchés subséquents

La durée des marchés subséquents locaux sera déterminée au sein dudit marché subséquent. Ils pourront être lancés par les établissements membres, à compter de la notification et pendant toute la durée de l'accord-cadre national.

Les marchés subséquents peuvent être attribuées jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre national. Toutefois, la durée ne pourra excéder la durée de l'accord-cadre national que dans une limite de 6 mois après la date de fin de l'accord-cadre national.

Tout marché subséquent ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Les marchés subséquents auront une durée estimée entre 1 et 4 ans.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent.

À noter que pour le lot 1, l'article 2.3 du CCTP définit les modalités relatives à la gestion de la fin de marché.

5.3 - Délais d'exécution (livraison)

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains, organisationnels et techniques nécessaires et adaptés pour assurer un approvisionnement irréprochable et dans les délais impartis.

Les prestations doivent être effectuées par le titulaire du bon de commande dans un délai maximum de :

- 10 jours ouvrés pour les bouteilles de gaz industriels du lot 1, à compter de la date d'émission du bon de commande ;
- 15 jours ouvrés pour les bouteilles de gaz spéciaux / mélanges du lot 1 (un délai de livraison supplémentaire pourra être accordé sur les mélanges spéciaux fabriqués à la demande. Le délai devra être précisé à la commande, et ne pourra excéder 10 semaines) ;
- 5 jours ouvrés pour la carboglace du lot 2.

Ces délais sont les délais maximums, ils pourront être optimisés au sein de chaque marché subséquent.

Si le titulaire s'engage sur des délais optimisés dans son offre, ces délais deviennent contractuels.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit pouvoir proposer une livraison en express en cas de difficulté de réapprovisionnement.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra prendre à sa charge ce surcoût si les difficultés rencontrées sont de la responsabilité du titulaire. Si les difficultés rencontrées sont de la responsabilité du pouvoir adjudicateur, il prendra ce surcoût à sa charge.

En cas de non-respect de ces délais, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire conformément aux stipulations de l'article 15.2.1 du présent CCAP.

5.4 – Délais d'exécution (reprise des bouteilles vides)

Les bouteilles vides seront reprises au moment des livraisons, ce qui met fin immédiatement à la location des bouteilles retournées.

Des enlèvements complémentaires pourront être programmés en complément des rotations liées aux nouvelles livraisons.

À compter de la demande du service, la reprise des bouteilles vides interviendra dans un délai de 30 jours ouvrés maximum.

En cas de non-respect de ces délais, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire conformément aux stipulations de l'article 15.2.3 du présent CCAP.

5.5 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 – Prix

6.1 – Prix de l'accord-cadre national

6.1.1 – Caractéristiques des prix applicables au niveau de l'accord-cadre national

Les prix unitaires de l'accord-cadre national sont exprimés en euros et indiqués dans l'onglet « Bordereau des prix unitaires » (BPU), du Cadre de Réponse Financier.

Au sein de ce BPU :

- Les prix indiqués pour chaque type de gaz sont des prix plafonds, qui seront optimisés pour chaque marché subséquent par les titulaires ;
- Les prix indiqués concernant les services associés (coût de la location / de la livraison / coût de la reprise des bouteilles en fin de contrat / perte d'une bouteille / formation) sont des prix révisables et qui seront optimisés pour chaque marché subséquent ;

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

- Les taux de remise sur la fourniture et la livraison de matériels pour la détente et le raccordement des cylindres ou des cadres (y compris flexibles ou lyres de raccordement) sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre et s'appliquent pour l'ensemble des marchés subséquents.

À noter que le BPU de l'accord-cadre national n'est pas exhaustif. Il se base sur les historiques de consommation de chaque établissement, néanmoins d'autres types de gaz sont susceptibles d'être commandés et ajoutés au sein des BPU de chaque marché subséquent.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées et acceptées et, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation, les frais de personnel, de déplacement, les frais afférents aux matériels et produits utilisés, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. À noter que le prestataire s'engage à laisser, sans surcoût, les cadres ou paniers vides à disposition du pouvoir adjudicateur au besoin, afin que ce dernier puisse y stocker les bouteilles vides.

Les modalités de paiement de chaque prestation seront définies au sein de chaque marché subséquent. De manière générale :

- Les prestations relatives à la fourniture de gaz sont payables en une seule fois, à l'issue de l'admission.
- Les prestations de location de bouteilles et de cadres sont payables mensuellement, à terme échu.

Les marchés subséquents pourront prévoir des modalités de facturation différentes le cas échéant.

6.1.2 – Modalités de variation des prix de l'accord-cadre national

Les prix de l'accord-cadre national sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix de l'accord-cadre sont révisables annuellement, à la date de reconduction du contrat, par application aux prix initiaux de l'accord-cadre d'un coefficient de révision donné par la formule suivante :

$$Cr = 0,6 \times (\text{Prod indus } n / \text{Prod indus } o) + 0,4 \times (\text{Transp } n / \text{Transp } o)$$

Dans laquelle :

- **Prod indus o** = valeur de l'indice Prod indus au mois zéro
- **Prod indus n** = dernière valeur définitive de l'indice Prod indus le jour du mois au cours duquel les prix révisés doivent être communiqués au groupe de pilotage et de suivi d'exécution (2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre)
- **Prod indus** = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.11 – Gaz industriels, y compris acétylène. Prix de marché – Base 2021 – Identifiant 010764138, accessible sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764138>

Et

- **Transp o** = valeur de l'indice Transp au mois zéro

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

- **Transp n** = dernière valeur définitive de l'indice Transp le jour du mois au cours duquel les prix révisés doivent être communiqués au groupe de pilotage et de suivi d'exécution (2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre)
- **Transp** = Indice de prix de production des services français aux entreprises française (BtoB) – CPF 49.41 – Transport routier de fret.

Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766402, accessible sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766402#Tableau>

NB : En cas de publication d'une nouvelle valeur de l'indice par l'éditeur entre la demande de révision et l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser la nouvelle valeur dans la formule de révision.

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Par contre, le prix révisé est arrondi au centième d'euros le plus proche.

La révision de prix fait l'objet d'une validation préalable par le comité de pilotage mis en place par la convention constitutive de groupement de commandes.

À cet effet, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire parvenir son offre financière révisée par courrier électronique au département des achats et marchés de l'Université de Strasbourg – animateur du comité de pilotage (dam@unistra.fr) avec un préavis minimum de 2 mois avant la date de reconduction du contrat.

La seule transmission du nouveau tarif à l'administration n'équivaut toutefois pas à son acceptation. En effet, le nouveau prix ne pourra entrer en vigueur qu'à la condition qu'il ait été validé préalablement et de manière expresse par l'Université de Strasbourg.

Sous réserve du respect des modalités de révision de prix, la nouvelle offre financière entrera en vigueur à la date de reconduction du contrat.

À défaut d'acceptation expresse, la proposition du nouveau tarif est réputée rejetée.

En cas de disparition, en cours de contrat, d'un indice composant la formule de révision des prix mentionnée à l'article 6.1.2 du présent CCAP, la série arrêtée sera remplacée par la nouvelle série préconisée par l'éditeur de la série originelle et/ou selon les modalités de raccordement qui y sont définies.

En cas d'absence de série de remplacement proposé par l'éditeur, la formule de révision sera redéfinie d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire par avenant. Cet avenant ne pourra pas entraîner un bouleversement majeur de l'économie du marché.

La révision des prix peut également être à l'initiative du comité de pilotage.

6.2 – Prix des marchés subséquents

6.2.1 – Caractéristiques des prix applicables à chaque marché subséquent

Les prix unitaires des marchés subséquents, exprimés en euros et indiqués au « Bordereau des prix unitaires » (BPU) permettant d'obtenir un « détail quantitatif estimatif » (DQE) dans le Cadre de réponse financier et Panier caché le cas échéant sont les prix définitifs applicables pour les marchés subséquents.

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

Les titulaires de l'accord-cadre sont invités à optimiser leur prix à chaque remise en concurrence dans le cadre des marchés subséquents passés par les établissements membres.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées et acceptées et, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation, les frais de personnel, de déplacement, les frais afférents aux matériels et produits utilisés, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prestations de fourniture de gaz sont payables en une seule fois, à l'issue de l'admission.

Les prestations de location de bouteilles et de cadres sont payables mensuellement, à terme échu.

6.2.2 – Remise exceptionnelle intervenant en cours d'exécution des marchés subséquents

Si le titulaire propose les fournitures et prestations, objet du marché subséquent, à un prix promotionnel inférieur à celui résultant de l'application des clauses contractuelles, il en informe préalablement l'administration par courrier électronique (dam@unistra.fr) laquelle doit obligatoirement et automatiquement pouvoir bénéficier, pendant toute la durée de la promotion, des conditions financières correspondantes.

Le cas échéant, le titulaire devra faire apparaître clairement dans la facture la remise exceptionnelle supplémentaire permettant d'aboutir au prix net promotionnel.

Les prix établis dans ces conditions n'ont pas à être constatés par avenant.

6.2.3 – Modalités de variation des prix de chaque marché subséquent

Les prix optimisés de chaque marché subséquent sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix des marchés subséquents sont révisables annuellement, à la date d'anniversaire dudit marché subséquent, par application aux prix initiaux de l'accord-cadre d'un coefficient de révision donné par la formule suivante :

$$Cr = 0,6 \times (Prod\ indus\ n / Prod\ indus\ o) + 0,4 \times (Transp\ n / Transp\ o)$$

Dans laquelle :

- **Prod indus o** = valeur de l'indice Prod indus au mois zéro
- **Prod indus n** = dernière valeur définitive de l'indice Prod indus le jour du mois au cours duquel les prix révisés doivent être communiqués au groupe de pilotage et de suivi d'exécution (2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre)
- **Prod indus** = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.11 – Gaz industriels, y compris acétylène. Prix de marché – Base 2021 – Identifiant 010764138, accessible sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764138>

Et

- **Transp o** = valeur de l'indice Transp au mois zéro

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

- **Transp n** = dernière valeur définitive de l'indice Transp le jour du mois au cours duquel les prix révisés doivent être communiqués au groupe de pilotage et de suivi d'exécution (2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre)
- **Transp** = Indice de prix de production des services français aux entreprises française (BtoB) – CPF 49.41 – Transport routier de fret.

Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766402, accessible sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766402#Tableau>

NB : En cas de publication d'une nouvelle valeur de l'indice par l'éditeur entre la demande de révision et l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser la nouvelle valeur dans la formule de révision.

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Par contre, le prix révisé est arrondi au centième d'euros le plus proche.

La révision de prix fait l'objet d'une validation préalable du pouvoir adjudicateur.

À cet effet, le titulaire du marché subséquent s'engage à faire parvenir son offre financière révisée par courrier électronique indiqué par le pouvoir adjudicateur avec un préavis minimum de 2 mois avant la date de reconduction du contrat.

La seule transmission du nouveau tarif à l'administration n'équivaut toutefois pas à son acceptation. En effet, le nouveau prix ne pourra entrer en vigueur qu'à la condition qu'il ait été validé préalablement et de manière expresse par le pouvoir adjudicateur à l'origine du marché subséquent.

Sous réserve du respect des modalités de révision de prix, la nouvelle offre financière entrera en vigueur à la date de reconduction du contrat.

À défaut d'acceptation expresse, la proposition du nouveau tarif est réputée rejetée.

En cas de disparition, en cours de contrat, d'un indice composant la formule de révision des prix mentionnée à l'article 6.1.2 du présent CCAP, la série arrêtée sera remplacée par la nouvelle série préconisée par l'éditeur de la série originelle et/ou selon les modalités de raccordement qui y sont définies.

En cas d'absence de série de remplacement proposé par l'éditeur, la formule de révision sera redéfinie d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire par avenant. Cet avenant ne pourra pas entraîner un bouleversement majeur de l'économie du marché.

Le pouvoir adjudicateur peut également être à l'origine de la révision des prix.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A, conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30% lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Pour l'ensemble des lots, la remise de la demande de paiement intervient :

- Mensuellement à terme échu, pour la location des bouteilles de gaz.
- Mensuellement à terme échu, pour la location des cadres.
- A l'admission des bouteilles et des cadres en cas de livraison express ou à l'étage.
- Suite à sa livraison à l'issue des opérations de vérification pour le gaz, sur la base des bordereaux de livraison ;
- En raison du coût et des spécificités d'utilisation de certains gaz rares et mélanges spéciaux : ces derniers ne pourront pas systématiquement être retournés au fournisseur dans un délai de 6 mois après la date de fin du marché. Dans cette hypothèse, le prix de la location indiqué au BPU sera maintenu. Néanmoins, la reprise de ces bouteilles deviendra payante à l'issue des 6 mois suivants. Ce coût de reprise sera indiqué au BPU.
- Les formations à la manipulation de gaz et des bouteilles de gaz demandées dans les marchés subséquents seront payées à terme échu. Le coût de la formation sera indiqué dans le BPU.
- Les détenteurs et les éléments de raccordements livrés à la demande du donneur d'ordre seront payés à terme échu, en appliquant le taux de remise sur le prix public fixé au sein du CRF.

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

Les fournisseurs émetteurs de factures à destination de l'État, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs ont l'obligation d'utiliser la facturation électronique.

Une solution technique mutualisée, dénommée « Chorus Portail Pro 2017 » (CPP), permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mise à disposition des fournisseurs gratuitement. Ce portail électronique mutualisé est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le numéro SIRET de l'établissement indiqué dans les documents contractuels de chaque pouvoir adjudicateur passant un marché subséquent est nécessaire, ainsi que le numéro d'engagement financier SIFAC ou le numéro du bon de commande transmis au titulaire du contrat par le/les service(s) ou composante(s) à l'origine de la commande.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- 13° Le cas échéant, le numéro de nomenclature pour la déclaration d'échange de biens au niveau de l'UE si le fournisseur est un étranger zone euro.

Les factures comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Dans le cas où les pouvoirs adjudicateurs n'utiliseraient pas le portail électronique mutualisé, les modalités seront déterminées au sein de chaque marché subséquent.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose de 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement de sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

9.6 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf, par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

En matière de facturation électronique et par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-FCS, chaque cotraitant admis au paiement direct est autorisé à transmettre sur Chorus Pro sa demande de paiement, laquelle doit faire l'objet d'une validation du mandataire du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les conditions et modalités d'exécution des prestations sont définies dans le CCTP.

10.1. Spécifications pour l'accord-cadre national et les deux lots

Couverture géographique

Le titulaire s'engage à répondre aux consultations des établissements sur lesquels il s'est positionné au moment de la candidature. En cas d'impossibilité de répondre aux marchés subséquents, il devra, sous peine d'application de pénalité, justifier la raison pour laquelle il n'a pas pu se positionner.

Identification d'interlocuteurs dédiés

Conformément à l'article 6 du CCTP, le titulaire devra affecter un (ou plusieurs) interlocuteur assurant le suivi d'exécution de l'accord-cadre national, ainsi que des correspondants (commercial, technique, et pour le suivi des commandes) pour chaque établissement pour lequel il souhaiterait soumissionner.

En cas d'absence, le titulaire désignera un remplaçant ayant le même niveau d'expertise. Le titulaire s'engage à informer sans délai :

- Le comité de pilotage de toute modification d'interlocuteur désigné au niveau du pilotage du contrat à l'échelle nationale ;
- L'établissement membre du groupement pour toute modification d'interlocuteur au niveau du marché subséquent

Prix applicables et leur description

Dans son offre, le candidat doit donc obligatoirement proposer des produits répondant à ces caractéristiques techniques minimales. Lors de l'exécution du marché, le titulaire sera engagé sur la référence et le conditionnement proposé dans son offre. Ces références devront être conformes à la désignation mentionnée sur le BPU.

Le BPU de l'accord-cadre national doit être complété par les candidats avec des prix plafonds pour chaque type de gaz et conditionnements.

Il est attendu que les candidats optimisent ce prix plafond pour chaque consultation de marché subséquent. Dans tous les cas, ils ne pourront pas être dépassés au niveau de chaque marché subséquent.

Ils seront révisables annuellement en application de l'article 6.1.2 du présent CCAP.

Site internet et passage au punch-out

Dans les conditions précisées à l'article 4.3.1 du CCTP, le titulaire pourra être amené à participer aux travaux de développement/paramétrage permettant de construire une interface permettant de proposer l'édition de statistiques, de visualiser les commandes en cours et les commandes soldées en lien avec le SI financier des établissements.

Dès lors que ce système sera actif, les titulaires auront l'obligation, tout comme sur leur site web marchand, de mettre à jour les informations dans leur catalogue ; au sujet de la disponibilité et du prix des produits. Une

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

concordance parfaite sera attendue entre les conditions contractuelles en vigueur (dont les BPU) et les données affichées et disponibles sur les sites marchands.

Statistiques

Les titulaires de l'accord-cadre national s'engagent à transmettre sur simple demande du comité de pilotage et sous 15 jours ouvrés à compter de la demande par mail, un tableau Excel (ou équivalent), récapitulatif du nombre de Marché Subséquents candidats, remportés, ainsi qu'un récapitulatif des commandes passées par établissement et au total sur tout le marché.

Sécurité

Pour les 2 lots de l'accord-cadre national, les titulaires sont responsables juridiquement et financièrement de la réalisation de la prestation.

L'ensemble des opérations doivent être réalisées dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des prestations et selon les normes environnementales et sociales. Les titulaires de l'accord-cadre doivent détenir les autorisations et agréments exigés par la profession et nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre. Les transporteurs des titulaires doivent détenir la certification ADR (transport de marchandises dangereuses) ainsi que la certification de formation de conducteur pour chacun des chauffeurs qui feront les livraisons.

Sites et horaires de livraison

Pour chaque établissement membre du groupement, les lieux de livraison sont précisés dans l'annexe 1 du CCTP « Récapitulatif Logistique ». Pour un seul établissement, il est susceptible d'y avoir plusieurs sites de livraison.

Les horaires de livraison attendus seront définis au sein de chaque marché subséquent. Néanmoins, il est attendu par principe que les livraisons soient effectuées pendant les jours et durant les heures ouvrables des services. Après la notification de chaque marché subséquent, le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviendront des horaires et modalités de livraison plus précisément, qui devront être respectés par le titulaire.

Modalités de livraison

Pour la livraison des marchandises, le titulaire doit prévoir un véhicule de livraison adapté à chaque site livré. Par ailleurs, des visites de sites pourront être organisées lors de la consultation de chaque marché subséquent, des plans d'accès vous seront également communiqués.

Les produits livrés par le titulaire ou son représentant devront être accompagnés d'un bon de livraison, précisant les informations suivantes :

- Nom du titulaire et son adresse,
- Numéro de la commande,
- Date d'expédition,
- Service/entité destinataire,
- Identification complète des fournitures livrées (désignation, référence) et, s'il y a lieu, leur répartition par colis,
- Quantités livrées,
- Date et heure de livraison.

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

Les risques afférents au transport jusqu'aux lieux de livraison incomberont au titulaire.

Le titulaire sera responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et de déchargement des produits.

Pour la livraison des marchandises, le titulaire doit prévoir un véhicule de livraison adapté au site livré. Les porteurs doivent être pourvus d'un hayon. Pour le magasin de chimie de l'Université, les livraisons ne sont pas possibles en semi.

Le titulaire s'engage à livrer et à remettre en une seule fois toutes les fournitures objet d'un bon de commande. Les livraisons partielles peuvent être autorisées, avec l'accord préalable du service émetteur de la commande.

Matériels, objets et approvisionnements

Par dérogation à l'article 18 du CCAG-FCS, en vue de l'exécution du contrat, l'admission des cadres, et bouteilles n'entraîne pas de transfert de propriété de ces équipements. Ceux-ci resteront la propriété du titulaire pendant toute la durée du marché.

En cas de perte due à la responsabilité du pouvoir adjudicateur, entraînant une non-restitution à la fin du contrat, le prix du contenant sera susceptible d'être facturé à la fin du marché. Cela ne s'applique toutefois pas si la bouteille est identifiée et encore en cours d'utilisation.

Pour le lot 1, les titulaires des marchés subséquents livreront des bouteilles équipées de raccords standards. Dans le cas contraire, il s'engage à adapter les raccords afin de rendre les bouteilles compatibles au matériel utilisé par le pouvoir adjudicateur, sans surcoût.

À la demande du donneur d'ordre, le titulaire du marché subséquent livrera des détendeurs et éléments de raccordements, en appliquant le taux de remise sur le prix public, fixé au sein du Cadre de Réponse Financier.

Pour le lot 2, la carboglace sera fournie en conteneur (ou équivalent) qui sera mis à disposition des pouvoirs adjudicateurs sans surcoût.

Stockage, emballage, et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison.

La fourniture sera conforme aux fiches techniques ou autres éléments remis lors de l'offre.

Conditions de location et de reprise des bouteilles et des cadres pour le lot 1

Les bouteilles font l'objet d'une location journalière, dont le montant journalier est mentionné dans le BPU de l'accord-cadre national. Il est attendu que le prix de la location journalière soit optimisé au niveau de l'accord-cadre.

Concernant les cadres : À compter de la notification d'un marché subséquent, le titulaire sera informé par l'établissement membre du groupement de la date et de l'horaire pour procéder à l'installation des cadres.

Concernant les bouteilles : Les bouteilles vides seront reprises au moment des livraisons, ce qui met fin immédiatement à la location des bouteilles retournées.

Des enlèvements complémentaires pourront être programmés en complément des rotations liées aux nouvelles livraisons.

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

Aucuns frais ne seront appliqués si, lors de la reprise d’emballages vides, des bouteilles de différentes composantes se trouvaient mélangées.

À l’arrêt du marché, le prix de la location des bouteilles sera maintenu jusqu’à la restitution des bouteilles.

Par ailleurs, la reprise des bouteilles vides sera gratuite jusqu’à la fin du contrat, et pendant 6 mois après la date de fin de l’accord-cadre, ou du marché subséquent.

En cas de non-restitution d’une bouteille en fin de marché, une ligne au BPU permet au candidat d’indiquer le prix d’achat de la bouteille par le pouvoir adjudicateur.

À défaut, des pénalités pourront être appliquées au titulaire en cas de retard de reprise des bouteilles et des cadres, en application des stipulations de l’article 15.1 du présent CCAP.

10.2. Spécifications pour les marchés subséquents locaux

Modalités de passation des marchés subséquents

L’établissement membre du groupement, au moment de lancer son marché subséquent, rédigera son propre cahier des charges (CCP) et son propre DQE. Dans lequel, il définira :

- Un BPU local, qui reflètera la réalité de ses besoins (en adaptant / modifiant / complétant le BPU national) ;
- Un DQE propre (et un panier caché le cas échéant), lui permettant d’analyser les offres financières des candidats ;
- Les modalités de livraison attendues ;
- Les délais de livraison optimisables ;
- Les modalités de facturation et de paiement ;
- Les modalités de sécurité qui lui sont propres.

Les conditions de réalisation de visite des sites lors de la consultation, qui pourront être obligatoires ou facultatives.

Statistiques

Les titulaires de chaque Marchés subséquents s’engagent à transmettre sur simple demande du pouvoir adjudicateur, et sous 15 jours ouvrés à compter de la demande par mail, un tableau Excel (ou équivalent) récapitulatif des commandes passées par l’établissement.

Ce tableau devra à minima indiquer les quantités commandées par type de gaz, la date ainsi que le n° de commande, le montant en € HT de chaque ligne de commande et la composante émettrice de la commande.

Le titulaire pourra également mettre à disposition un outil en ligne permettant d’éditer un reporting au format Excel (ou équivalent).

11 - Constatation de l’exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées à chaque livraison, conformément aux dispositions du CCAP, et des dispositions particulières définies au sein de chaque marché subséquent, conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

S’agissant des bouteilles et cadres de gaz, les vérifications concerneront essentiellement :

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

- La référence du gaz livré et sa correspondance à celle commandée (conditionnement / type de gaz / raccordement)

La date de requalification de la bouteille. Pour toute bouteille livrée, dont la requalification (ré-épreuve) est dépassée, ou pour toute bouteille à date de requalification en cours d'année, alors que l'acheteur ne pourra pas la consommer avant la fin de l'année : le titulaire reprendra l'article et en assurera son remplacement dans le délai contractuel de livraison. Ce remplacement de l'article non conforme n'entraînera aucun surcoût ; La présence d'un système d'identification « code-barre » ou équivalent. Chaque bouteille ou cadre mis en location par le titulaire du marché comportera un système d'identification « code-barres » ou équivalent, de façon à assurer une traçabilité complète des mouvements des emballages au sein des établissements conformément à l'article 4.1.6 du CCTP « Traçabilité des bouteilles de gaz »

11.2 – Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

En cas de rejet des fournitures par le pouvoir adjudicateur, le délai maximum pour la réalisation de la prestation non admise est le même que le délai contractuel d'exécution.

En cas de non-respect de ces délais, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire, conformément à l'article 15.2.1 du présent CCAP.

12 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 – Clauses de réexamen et modifications financières pour circonstances imprévisibles

13.1 – Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, des modifications au contrat pourront être apportées en cours d'exécution.

En cas de circonstances exceptionnelles (guerre, épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure...), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- de suspendre et/ou annuler tout ou partie des prestations objet du marché ;
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché ;
- d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés à la crise sanitaire.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...) mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'université en vue de limiter voire de prévenir la propagation de la situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

Sauf dispositions réglementaires et législatives spécifiques, les stipulations suivantes s'appliquent : En cas d'annulation d'un bon de commande voire de la résiliation d'un marché subséquent ou de l'accord-cadre du fait de la situation exceptionnelle, le titulaire ne pourra prétendre qu'à la seule indemnisation des dépenses qu'il aura dû spécifiquement engager en vue de l'exécution des prestations annulées. Le cas échéant, le titulaire devra apporter la preuve de la dépense et en justifier le montant.

13.2 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la Commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la Commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

La transmission de cette demande s'effectue par le titulaire au pouvoir adjudicateur par courrier électronique, au Département des Achats et des Marchés de l'Université (dam@unistra.fr).

Le Comité de Pilotage et de suivi d'exécution vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le Comité de pilotage de l'accord-cadre national (COPIL), les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par tous les membres du groupement.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

Fourniture de gaz pour la recherche et services associés 2026 - 2030

Dans l'avenant conclu sur le fondement du présent article, le pouvoir adjudicateur sera libre de déterminer ou non, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le COPIL et le titulaire détermineraient le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excédait le montant des pertes, le titulaire serait alors redevable de la différence. Les différentes modalités sont fixées au niveau de chaque marché subséquent.

14 - Garantie des prestations

14.1 Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles 1641 et suivants du Code civil (vices cachés), 1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L.421-1, L.421-3 et L.421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent contrat.

14.2 - Garantie contractuelle

Les prestations font l'objet d'une garantie contractuelle dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission et qui s'effectue dans les conditions de l'article 33 du CCAG-FCS.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais tout ou partie des équipements qui seraient reconnus défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur. Toutefois, en cas de contestation sur ce dernier point, la preuve de ces faits devra être apportée par le titulaire du marché.

La garantie couvre l'ensemble des frais afférents, y compris la main-d'œuvre, les frais de déplacement, le conditionnement, l'emballage, le transport et la livraison des produits, qu'il soit procédé à ces opérations sur le lieu d'utilisation du matériel ou que le titulaire ait obtenu que celui-ci soit renvoyé dans ses locaux.

15 – Pénalités

Il est à noter que les pénalités appliquées n'annulent pas la possibilité de recours devant les autorités de contrôles (sanitaire, patronal, autres organismes judiciaires, etc.).

Les pénalités relatives à l'exécution de l'accord-cadre national seront appliquées par le comité de pilotage et de suivi d'exécution et seront perçues par l'Université de Strasbourg.

Les pénalités relatives à l'exécution de chaque marché subséquent seront appliquées par les membres du groupement ayant lancé ledit marché subséquent, et seront perçues par le pouvoir adjudicateur à l'origine de la consultation subséquente.

15.1 – Pénalités applicables en cours d'exécution de l'accord-cadre national

15.1.1 – Pénalités relatives au pilotage du contrat

Afin d'assurer le suivi de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents, il est exigé qu'un interlocuteur commercial soit identifié par le candidat dans son offre pour le suivi du pilotage du marché national et des marchés subséquents. Le titulaire s'engage à informer le comité de pilotage et du suivi d'exécution de toute modification d'interlocuteur.

En cas d'absence non remplacée, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1500 € HT**.

Dans une optique d'amélioration de la performance de la chaîne d'approvisionnement, des réunions de suivi annuelles auront lieu avec les fournisseurs. Ces réunions annuelles permettront notamment de faire le point sur le taux de service du fournisseur, du respect des clauses contractuelles, du plan de progrès s'agissant des considérations environnementales.

En cas d'absence de l'interlocuteur à cette réunion annuelle, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1500 € HT**.

Les titulaires doivent transmettre au comité de pilotage et de suivi d'exécution un état des statistiques de consommation de l'année civile écoulée au plus tard le 31 janvier de chaque année. Cet état de statistiques doit également être transmis dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la demande écrite du comité de pilotage.

En cas de retard, une pénalité de **1000€ par jour de retard** pourra être appliquée au titulaire, dans la limite de **5 000 € HT par année civile**.

15.1.2 – Pénalités pour non-réponse aux marchés subséquents

Les candidats s'engagent à répondre aux marchés subséquents lancés par les membres du groupement dans leurs offres. Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en l'absence de justification ou en cas de motivation considérée irrecevable par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **2500€ HT**.

15.1.3 – Pénalités pour non-respect du plan de progrès s'agissant des considérations environnementales

Les candidats s'engagent dans leur offre à réaliser des objectifs dans le cadre de leur plan de progrès défini à l'article 8 du CCTP. Si ces objectifs ne sont pas atteints lors de la réunion annuelle de pilotage, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **500 € HT par objectif non atteint**.

15.1.4 – Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10 % du montant TTC du marché (correspondant au montant maximal sur la durée totale du contrat)**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.1.5 – Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 1000 € HT**, par manquement constaté. À noter que les parties devront coopérer pour parvenir à une remise en conformité, en accord avec le responsable du traitement. Si le manquement perdure, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

15.2 – Pénalités applicables pour l'exécution des prestations locales, au sein des marchés subséquents

Les pénalités applicables pour l'exécution des prestations dans le cadre des marchés subséquents sont exhaustivement listées aux articles 15.2.1 au 15.2.4 du CCAP.

Un pouvoir adjudicateur ne peut prévoir d'autres pénalités que celles prévues.

15.2.1 – Pénalités de retard de livraison des prestations

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations (notamment les raisons du retard) dans un délai de 15 jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

Passé ce délai ou en cas de justification non recevable, une pénalité de **5% du montant total HT de la commande** sera appliquée par jour de retard de livraison à compter du premier jour de retard.

15.2.2 – Pénalités pour non-conformité des prestations

Lorsqu'une non-conformité des prestations aux exigences du contrat est constatée (problème de raccordement d'une bouteille de gaz, problématique de qualité du gaz fourni, etc.), une pénalité de **50€ HT** est appliquée.

15.2.3 – Pénalités relatives au pilotage du marché subséquent

En cas d'absence non remplacée de l'interlocuteur commercial, une **pénalité forfaitaire de 100€ HT** est appliquée.

Le titulaire du marché subséquent dispose d'un délai de 15 jour ouvré pour la transmission des statistiques de consommation, à partir de la demande de l'acheteur. En cas de retard dans la transmission des statistiques de consommation au niveau du marché subséquent, une pénalité de **25€ HT est appliquée par jour de retard**.

15.2.4 – Pénalités de retard dans la reprise des bouteilles vides

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés maximum pour reprendre les bouteilles vides à partir de la demande du service. À l'issue de ces 30 jours ouvrés, il pourra se voir appliquer une pénalité de retard de **25 € HT par jour de retard**.

15.3 – Plafonnement des pénalités

Les pénalités énoncées ci-dessus sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le montant cumulé des pénalités est plafonné, pour chaque bon de commande, à 30% du montant du bon de commande.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le titulaire devra donc fournir les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'attestation d'assurance doit notamment préciser :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- la date d'expiration des garanties prévues au contrat ;
- le numéro des polices ;
- les plafonds de garantie.

La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre national

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne percevra aucune indemnité forfaitaire au titre du paragraphe 1 dudit article.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire.

17.2 – Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG FCS et il est précisé que le pouvoir adjudicateur pourra faire application d'une exécution aux frais et risques du titulaire en application de l'article 48.

Les marchés subséquents pourront être résiliés également par le pouvoir adjudicateur par suite de la résiliation de l'accord-cadre.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne percevra aucune indemnité forfaitaire au titre du paragraphe 1 dudit article.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 82545 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.3 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr .

Tél. : 03 88 21 23 23.

Fax : 03 88 36 44 66.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif interrégional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics, Préfecture de Meurthe-Et-Moselle : 1 rue du Préfet Claude Erignac co60031, 54038 Nancy Cedex.

Tél. : 03 83 34 25 62.

Fax : 03 83 34 22 24.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr .

Tél. : 03 88 21 23 23.

Fax : 03 88 36 44 66.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

19 - Clauses complémentaires

19.1- Défaillance du titulaire

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du contrat, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement de l'administration, la personne publique est autorisée à faire exécuter les prestations par un tiers. Dans ce cas, l'augmentation éventuelle des dépenses est à la charge du titulaire.

19.2 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail - Protection de l'environnement

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution de contrat et pendant toute sa durée.

19.3 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'administration contractante par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

19.4- Changements affectant le titulaire

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration, tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

19.5 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer le Département des Achats et des Marchés de l'université (dam@unistra.fr) dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

19.6 – Clause séparatisme

L'article 1er de la loi du 24 août 2021 impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, que cette exécution soit confiée directement par la loi, le règlement ou par l'attribution d'un contrat de la commande publique.

Le titulaire du présent contrat, pour autant qu'il lui confie l'exécution d'un service public, doit s'assurer de l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquels il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces mêmes obligations (par exemple un sous-traitant ou un sous-concessionnaire).

Le respect de ces principes sera contrôlé par tout agent et/ou usager qui signalera à l'acheteur les manquements constatés.

Le cas échéant, une mise en demeure sera adressée au titulaire qui devra prendre toutes mesures adaptées (avertissement, remplacement du personnel...) pour faire cesser les manquements constatés sans délai.

Par dérogation au 41.1 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute du titulaire pourrait être envisagée si le manquement venait à persister.

20 – Dérogations

- L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 9.6 du CCAP déroge aux articles 12.1.2 et 12.1.3 du CCAG – Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 18 du CCAG – Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 15.1.2 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 15.3 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG – Fourniture Courantes et Services ;
- L'article 17.2 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG – Fourniture Courantes et Services ;
- L'article 19.2 du CCAP déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 19.6 du CCAP déroge aux articles 41.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services.